

« Lutter contre l'invasion marxiste, c'est un devoir » L'UNI contre la « subversion marxiste » de 1968 à 1981

Bryan Muller

DANS 20 & 21. REVUE D'HISTOIRE 2022/3 N° 155 , PAGES 135 À 149

ÉDITIONS PRESSES DE SCIENCES PO

ISSN 2649-664X

ISBN 9782724637625

DOI 10.3917/vin.155.0135

Date de mise en ligne : 16/03/2023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2022-3-page-135?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

« Lutter contre l'invasion marxiste, c'est un devoir¹ »

L'UNI contre la « subversion marxiste » de 1968 à 1981

Bryan Muller

Association universitaire fondée après 1968 par des étudiants de la droite gaulliste, l'Union nationale inter-universitaire (UNI) poursuit la lutte contre une « subversion marxiste » menaçant, selon elle, l'Université et la société françaises. Elle déploie une rhétorique et des modalités d'action destinées à faire de l'extrême gauche un ennemi de l'intérieur, pour défendre ses valeurs conservatrices. Elle participe ainsi aux tensions des années 1970, avant de se trouver dépassée par les évolutions sociales du public étudiant durant les années 1980.

« Dans cette guerre totale, visant à s'emparer des âmes comme des corps, seul varie, dans l'entreprise communiste de révolution, le point d'application de l'effort principal². » Ainsi s'exprime le président de l'Union nationale inter-universitaire (UNI), alors maître de conférences en langue et littérature françaises à Limoges, en 1975. Fondée officiellement le 12 février 1969, l'UNI est une organisation d'étudiants et d'enseignants qui s'est constituée en réaction aux événements de mai-juin 1968. Les mouvements sociaux, étudiants et politiques qui ont eu lieu en France ont traumatisé

les futurs membres du groupement. Marqués par la guerre froide, ils perçoivent « l'événement 68³ » comme la manifestation d'un complot (inter)national communiste – qualifié de « subversion marxiste⁴ » – dirigé par des puissances extérieures (l'URSS, mais aussi parfois la Chine et Cuba). Cette subversion serait menée par l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême gauche (socialistes, communistes, trotskistes, maoïstes et même libertaires), souvent confondues indistinctement sous les appellations de « communistes », « socialo-communistes » et « gauchistes »⁵. C'est pourquoi les enseignants de la Sorbonne Jacques Rougeot et Frédéric Deloffre ainsi que l'étudiante à Sciences Po Suzanne Marton créent une structure capable de repérer et dénoncer le danger permanent que font peser la gauche et l'extrême gauche sur la société⁶. Comme

(3) Emmanuelle Loyer, *L'Événement 68*, Paris, Flammarion, 2018.

(4) L'expression est employée à de multiples reprises par un grand nombre de gaullistes, tel Jacques Foccart dans ses mémoires en juin 1968 (*Journal de l'Élysée*, t. II : *Le Général en mai*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998, p. 448). L'UNI en reprend l'expression, même si des variantes peuvent exister : « subversion communiste », « subversion », « subversion culturelle », etc. (ex : Frédéric Deloffre et Jacques Rougeot, *L'Université, enjeu politique (1968-1983)*, Paris, Centre d'études et de diffusion, 1983, p. 41).

(5) Philippe Buton analyse longuement la galaxie gauchiste et ses spécificités dans son dernier livre, *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68*, Paris, Perrin, 2021.

(6) Nassera Mohraz, « L'UNI (Union nationale inter-universitaire) : l'opposition de droite la plus virulente à la loi Faure (1968-1984) », in Bruno Poucet et David Valence (dir.),

(1) Titre d'une affiche de l'UNI diffusée vers 1971. Jacques Rougeot, *UNI, 40 ans de combats, 40 affiches*, Paris, Centre d'études et de recherches, 2009, p. 56.

(2) Jacques Rougeot, *La Contre-offensive. Contre la menace totalitaire, les armes de la civilisation*, Paris, Éditions Albatros, 1975, p. 18.

l'indique l'historien François Audigier, l'UNI est créée officieusement sous le patronage de Jacques Foccart en octobre 1968 afin de s'opposer à la loi Edgar Faure, considérée comme trop favorable aux révolutionnaires, mais aussi dans le but de « regrouper tous ceux qui entendent soustraire l'éducation nationale à l'emprise communiste et gauchiste et défendre la liberté en luttant contre toutes les formes de subversion¹ ». L'UNI s'octroie donc une mission d'anti-subversion, en principe sur l'ensemble de la société française, en réalité dans l'enseignement supérieur et secondaire du fait de son implantation. Par anti-subversion, il faut comprendre le repérage et la dénonciation publique de tout acte ou discours perçu comme subversif, couplé au développement d'une idéologie permettant pour ses théoriciens de les contrer dans les esprits.

Ce projet anti-subversif n'est pas propre à l'organisation universitaire. Les événements de mai-juin 1968 ont été un véritable choc pour nombre d'organisations de droite, en particulier parmi les gaullistes d'ordre². Ces derniers représentent la frange la plus conservatrice et anticommuniste de la famille gaulliste. Ils développent en grande partie leur idéologie et leurs actions dans le cadre de la lutte contre le présumé complot (inter)national à l'œuvre. Le Service d'action civique (SAC), service d'ordre du parti gaulliste, la Confédération française du travail (CFT), syndicat pro-gaulliste fortement implanté dans les usines automobiles et chimiques, et les Comités pour la défense de la République (CDR), mouvement formé par des gaullistes à la mi-mai 1968 dans l'espoir de rassembler tous les opposants au marxisme,

forment l'ossature de cette tendance nouvelle du gaullisme avec l'UNI. L'association universitaire désire représenter l'ensemble des tendances de droite. Bien que des éléments des droites nationaliste et libérale y soient présents – à l'instar du libéral Jean Servier, maître de conférences en sociologie et ethnologie à Montpellier³ –, l'UNI s'ancre parfaitement dans le gaullisme d'ordre : ses fondateurs sont gaullistes, de même que ses « parrains politiques » (Jacques Foccart en tête, mais également le CDR Jacques Guggenheim et le SAC Gérard Daury), elle bénéficie du soutien du service d'ordre gaulliste pour ses activités sur le terrain, et elle partage les mêmes objectifs que les trois autres organisations. De plus, nombre de cadres et militants appartenant à l'UNI adhèrent à l'Union pour la défense de la République (UDR), le parti gaulliste alors au pouvoir, tout comme certains rejoignent le SAC et les CDR⁴.

Par quels moyens l'Union nationale inter-universitaire essaie-t-elle de se poser en rempart de l'ordre (gaulliste) face à la « subversion marxiste » durant les années 1968 ?

Du fait d'un culte du secret et d'une méfiance envers les personnes extérieures à l'UNI, les sources orales s'avèrent presque inexistantes⁵. L'historiographie s'est bien peu intéressée à cette organisation, alors que l'histoire politique est particulièrement riche sur les années 1968, le gaullisme, l'anticommunisme et la vie politique au sein des universités. Aussi le présent article s'appuie essentiellement sur

La loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 104.

(1) François Audigier, *Histoire du S.A.C. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003, p. 149.

(2) François Audigier, « Le gaullisme d'ordre des années 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 116 (4), 2012, p. 53-68.

(3) Archives nationales de France (ANF), R20000388/3, Rapport d'enquête des Renseignements généraux de décembre 1980. Jean Servier était l'un des fondateurs de l'antenne montpelliéraine de l'UNI qu'il a longtemps dirigée. Il était membre du Parti républicain et soutenait Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et 1981.

(4) F. Audigier, « Le gaullisme d'ordre des années 68 », art. cité, p. 55.

(5) Seules deux personnes, ayant commencé à militer au début des années 1980, ont accepté de témoigner. Il s'agit de Jean-Luc André et d'Alain Denizet.

les tracts et brochures de l'UNI, son bulletin *L'Action universitaire*, sur des articles de presse et les mémoires publiés d'anciens militants. De ce fait, il sera possible de mieux appréhender les méthodes de dénonciation de la « subversion marxiste » développées par l'UNI, pour saisir ensuite la « menace rouge » qui pèserait selon elle sur la jeunesse, afin d'étudier la construction d'une figure archétypale de l'ennemi marxiste à abattre, pour enfin constater le décalage de ce discours avec les attentes du moment à la fin des années 1970.

Qualifier et dénoncer la « subversion marxiste »

Pour les gaullistes, le respect de la hiérarchie et des traditions est très important. Les élèves et les étudiants doivent une obéissance quasi absolue au corps enseignant, dont la fonction tient à leurs yeux uniquement de la transmission de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. Chacun ayant un rôle à jouer, toute manifestation d'opinion personnelle relève alors du prosélytisme. Le général de Gaulle avait clairement exprimé cette vision du rôle social de chacun lors de son discours du 30 mai 1968 : le devoir des « étudiants [est] d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler¹ ». Par leurs revendications socioculturelles et leurs actions, les révolutionnaires mettraient en danger cette conception conservatrice de la société². Aussi, la principale mission que se donne l'UNI est de repérer et de dénoncer la subversion qui sévit dans la société française. Que faut-il comprendre derrière ce vocable ? Pour l'association, les révolutionnaires, attachés à l'emploi de la force armée, ont développé de nouvelles méthodes pour renverser

les démocraties. Plus sournoise, la « subversion » revêt désormais une forme culturelle en détruisant « [l]es valeurs morales » et le « sens du réel », en créant « de[s] réflexes conditionnés » et en généralisant « les affrontements ». Reprenant ainsi les thèses du sociologue CDR Roger Mucchielli⁴, l'UNI défend l'idée d'une « guerre totale » qui concerne l'ensemble de la société française sans que cette dernière n'en prenne conscience⁵. La lutte qui s'annonce alors doit être menée dans toutes les strates de la société : associations, établissements scolaires et universitaires, ministères clefs (Armée, Défense, Intérieur, Éducation nationale, PTT), sécurité sociale, entreprises et autres sont gangrenés par l'infiltration d'agents subversifs qui engagent des réformes néfastes afin de discréditer le régime et démoraliser la population. Le Parti communiste français (PCF) est perçu comme la clef de voûte d'une armée secrète révolutionnaire, sa volonté de respecter la loi et les élections libres n'étant qu'un leurre pour accéder plus facilement au pouvoir⁶. Les gauchistes constituent des éléments supplétifs, tandis que les socialistes sont, plus ou moins malgré eux, le tremplin permettant aux communistes de prendre le pouvoir légalement⁷. Concernant les gauchistes, Jacques Rougeot précise que leur rôle de soutien consiste à inspirer « la crainte, la haine ou le dégoût » pour servir « surtout d'épouvantails et de rabatteurs au profit des "orthodoxes" »⁸ – à comprendre, les membres du PCF. Pour l'UNI, le Programme commun de la gauche annonce un véritable projet de collectivisation-soviétisation de la société française. En 1977, Frédéric Deloffre publie un *Guide pratique* qui

(1) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre et mémoires d'espoir*, Paris, Plon, 2016, p. 1478.

(2) Les études sur le conservatisme gaulliste ne manquent pas : voir Bernard Mathias, *Histoire politique de la V^e République. De 1958 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 115-136.

(3) J. Rougeot, *La Contre-offensive*, op. cit., p. 35-48.

(4) Roger Mucchielli, *La Subversion*, Paris, Bordas, 1972.

(5) *L'Action universitaire*, 39, avril 1974.

(6) *24 questions sur l'UNI*, mars-avril 1971, p. 6.

(7) *L'Action universitaire*, 40, mai 1974.

(8) Jacques Rougeot, *L'École du courage. Principes et méthodes d'une action*, bulletin numéro spécial, 7^e édition, 1976, p. 2.

cherche à expliquer le sens caché de chaque réforme annoncée¹. Pour ce faire, le *Guide pratique* fonctionne comme un dictionnaire qui souligne l'hypocrisie et la dangerosité du Programme commun. Par exemple, il y est expliqué que le projet d'abolition de la peine de mort est mensonger puisque, à l'instant où elle fut proclamée en 1917, les Soviétiques ont perpétré le plus grand nombre d'exécutions de leur histoire. De même, les théories marxistes sont présentées comme erronées et, de surcroît, figées dans un modèle socio-économique dépassé (le capitalisme de la première moitié du 19^e siècle). Elles ont pourtant permis de justifier toutes les « formes déshonorantes de l'exploitation qu'on peut appeler totale ou mortelle » de l'être humain².

Des amalgames entre communistes, trotskistes, maoïstes et socialistes existent, mais aussi entre ces révolutionnaires et le fascisme, voire le nazisme³. Aussi, afin de s'assurer que les élèves, les étudiants et les enseignants comprennent toute la dangerosité de la « pandémie communiste », les tracts de l'UNI n'hésitent pas à réduire les « marxistes » à des maladies et des virus à l'origine de la dégénérescence du corps universitaire et scolaire. Pour y parvenir, l'association universitaire pathologise l'ensemble des courants issus du marxisme. Face aux mouvements étudiants contre la réforme du deuxième cycle, l'UNI se montre cynique : « on peut parler d'une sorte d'anémie qui, affectant le moral aussi bien que le physique de l'organisme national, se révèle à des symptômes divers⁴ ». Il s'agit d'un procédé

relativement classique, qui réactualise les discours hérités des droites anticommunistes de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre – qui criminalisaient déjà les « rouges » – pour disqualifier les différents mouvements marxistes⁵. Pour l'UNI, les révolutionnaires sont un poison pour la société et elle se pose en remède pour la guérir⁶. L'association universitaire présente les marxistes dans son iconographie comme des personnages malfaisants aux traits monstrueux ou grotesques, dont le visage évoque le loup-garou, souvent armés d'un couteau de boucher, comme le fait le *Journal spécial d'Assas* en décembre 1972, qui appelle « le petit modéré » à ne pas se laisser « dévorer » par les révolutionnaires⁷ ; parfois munis d'un marteau, d'une faucille ou encore d'allumettes – en référence à leur réputation d'incendiaires affectionnant les ravages causés par les cocktails Molotov⁸.

Pour assurer le succès de leur propagande, les responsables de l'UNI appellent leurs militants à s'inscrire dans la « société réelle », à savoir la vie quotidienne en dehors des enjeux électoraux. C'est uniquement en agissant de la sorte qu'ils peuvent espérer imposer leur discours sur celui des marxistes. D'ailleurs, la victoire *in extremis* de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974 pousse l'association universitaire à rappeler l'importance de son action sur le terrain, répétant que « le pouvoir réel » ne se trouve plus au gouvernement ni au Parlement, mais dans la rue⁹. Ne

(1) Frédéric Deloffre, *Guide pratique du Programme commun*, Paris, Pauvert, 1977, p. 381.

(2) *Ibid.*, p. 292-293.

(3) Par exemple, *Das Kapital* est comparé à *Mein Kampf* (*L'Action universitaire*, 40, mai 1974) et les trotskistes de la Ligue communiste à des SS (ANF, 20160213/1, Tract « Tels des SS... les procédés révolutionnaires de la Ligue Krivine » du 20 décembre 1971).

(4) *L'Action universitaire*, 56, mars 1976.

(5) Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, « L'anticommunisme en France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 15, 1987, p. 17-28 ; Christian Delporte, « Paix et Liberté : l'anticommunisme par l'image (affiche de Chancel, 1950) », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 29 (1), 2019, p. 49-56.

(6) *Ras L'Bolch*, journal de l'UNI Lycée. Numéro spécial de *L'Action universitaire*, 1, 1976.

(7) *L'Action universitaire. Journal spécial Assas*, 2, décembre 1972.

(8) *L'Action lycéenne. Journal lycéen de l'UNI*, 1, non daté (visiblement de décembre 1972 ou janvier 1973), p. 12.

(9) *L'Action universitaire*, 44, novembre-décembre 1974.

UNION NATIONALE INTER - UNIVERSITAIRE
85 Boulevard de Port-Royal PARIS XIII^e
707.13.66

u.n.i.

ETUDE BACTERIOLOGIQUE
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

L'U.N.I, dans son laboratoire de PORT-ROYAL, vient de mettre en évidence le germe responsable de la communistose maligne, maladie qui, comme nous avons pu le constater, d'endémique est devenue épidémique ces dernières années.

Le germe : Bacillus Communistis bolcheï ou bacille faucille agent de la communistose maligne.

CARACTERES GENERAUX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

- aérobie strict oxydase
- groupés en grappes mais à différencier des staphylocoques par leur forme, leur caractère politico-chimique et leur virulence.
- se présentent sous forme de faucilles
- rouges à la coloration de Gram, donc Gram -
- parasites stricts de l'homme

HABITAT
XXXXXXXX

- ubiquitaire mais très pathogène chez Homo-facultis et Homo-universitatis
- on a pu isoler une espèce particulièrement virulente, le bacillus communistis bolcheï nanterrus

ROLE PATHOGENE
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

- très pathogène : communistose maligne
 communistose évolutive

ISOLEMENT
XXXXXXXX

- germe perdant sa virulence par isolement ; devient saprophyte

DIAGNOSTIC BACTERIOLOGIQUE
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

- formes aiguës : la constatation de bacillus faucilles Gram- en grand nombre intrafacultique suffit en pratique au diagnostic
- formes subaiguës : intérêt de la réactivation cultures nécessaires

.../...

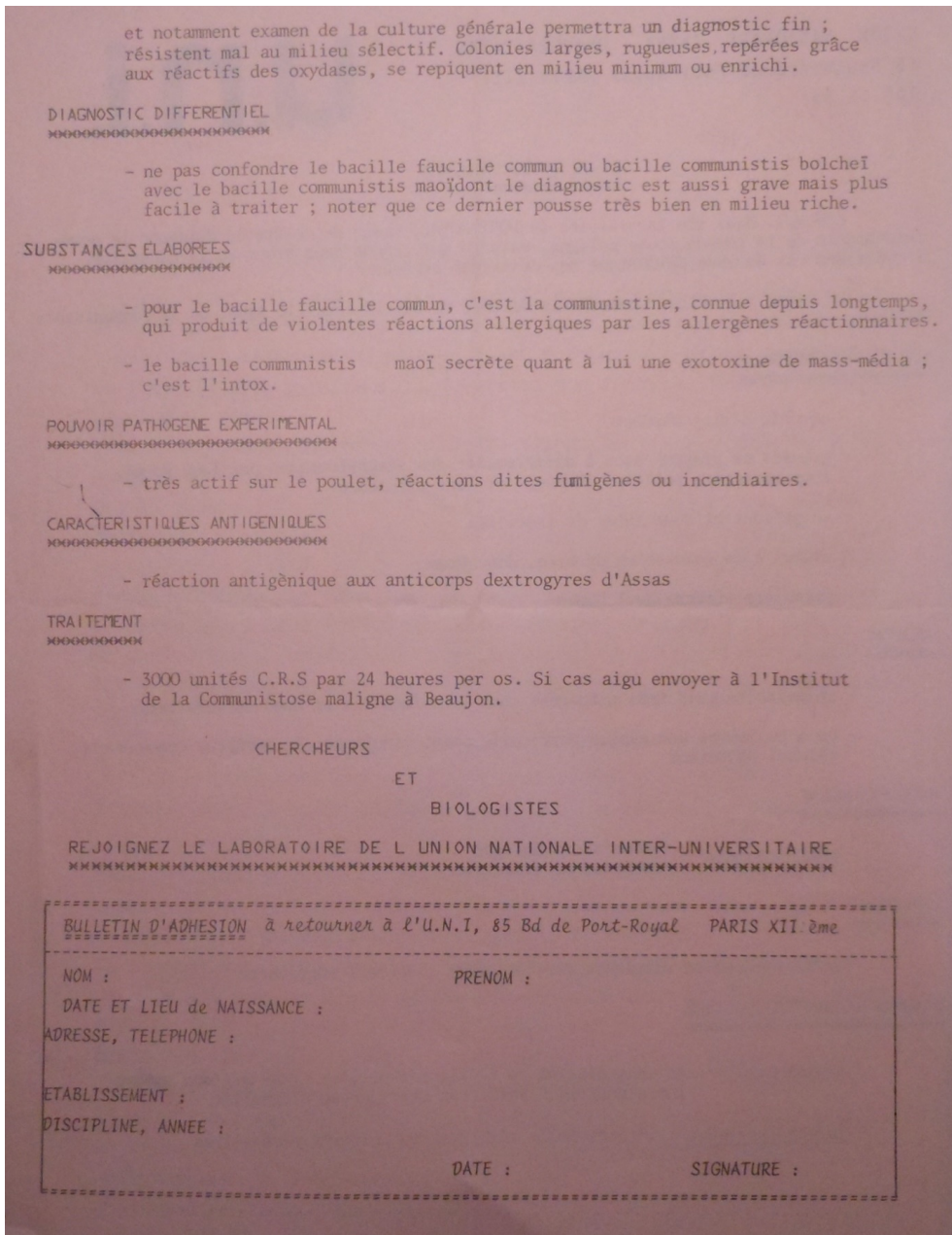


Figure 1. « Étude bactériologique », tract de l'UNI de Paris XIII^e (1972)¹

(1) Archive privée.

pas en tenir compte offrirait à terme « la prise du pouvoir total » aux marxistes¹.

En infiltrant l'ensemble de la société tout en agitant le spectre de la révolution par des actions d'agitation-propagande bien visibles pour détourner les regards, ces ennemis de l'intérieur cherchent donc à entraîner le « pourrissement de l'État » qui, progressivement, tomberait sans que les citoyens, écœurés, ne cherchent à le défendre². Autrement dit, pour reprendre l'image dont les affuble l'UNI, les marxistes souhaitent gangréner les institutions de la Cinquième République. Pour y parvenir, les subversifs doivent « abrutir » les masses en imposant leur idéologie dans la presse, la radio, la télévision, les spectacles, l'art et même les revues savantes³. En agissant de la sorte, les révolutionnaires pervertissent la société, à commencer par la jeunesse.

La subversion par la corruption de la jeunesse

En effet, pour l'UNI, l'enseignement secondaire et supérieur est en pleine perte. L'enseignement de l'histoire ne se fait plus que de façon désordonnée, l'instruction morale et civique n'existe plus, les professeurs de langues n'enseignent plus la littérature classique en classe... en somme, les élèves et les étudiants se sentent perdus dans un pays qu'ils ne perçoivent plus collectivement comme une nation qu'il faut chérir et protéger⁴. Autre horreur aux yeux de l'UNI : la perversion de la jeunesse par l'éducation sexuelle. Régulièrement,

les enseignants de gauche et d'extrême gauche sont dénoncés comme des obsédés sexuels qui, au nom de la libération sexuelle, incitent les enfants et les adolescents à découvrir leur propre sexualité⁵. Comble de malheur pour l'association universitaire, cette corruption morale est permise par la législation. Ainsi la circulaire du 23 juillet 1973, qui rend obligatoire « l'information sexuelle » à l'école est particulièrement décriée pour introduire l'amoralité dans les établissements scolaires. Les débats autour de la légalisation de l'avortement entraînent également de très vives réactions au sein de l'UNI, qui réaffirme que la vie commence à la fécondation et, par conséquent, que toute mère avorteuse commet immanquablement un infanticide⁶. Autoriser l'avortement dans des cas extrêmes – viol, inceste – est tout aussi futile pour l'association universitaire puisque les femmes avorteuses ne tomberaient jamais enceintes (ou presque) contre leur gré : « Sur 3 500 cas de viols traités dans les hôpitaux de la région de Minneapolis, pas un n'a eu pour conséquence une grossesse. Sur 86 000 avortements motivés en Tchécoslovaquie, 22 seulement l'ont été pour viol. Les motivations pour inceste sont plus rares encore⁸ ». Finalement, si la loi Veil est votée en 1974, c'est uniquement grâce au travail de désinformation des révolutionnaires auprès de l'opinion publique, des parlementaires et du gouvernement⁹.

L'État est donc en partie coupable puisqu'il a permis aux subversifs de faire adopter des lois allant dans le sens de la perversion de la jeunesse et, plus largement, des mœurs. La loi Edgar Faure en est un exemple probant. Comme l'explique Nassera Mohraz, l'UNI considère la loi

(1) F. Deloffre et J. Rougeot, *L'Université, enjeu politique...*, op. cit., p. 27.

(2) Cette idée, développée par les gaullistes d'ordre, est également défendue par des gaullistes moins conservateurs tels que Christian Fouchet (*Mémoires d'hier et de demain*, t. 1 : *Au service du général de Gaulle (1940-1968)*, Paris, Plon, 1971, p. 223-224).

(3) *L'Action universitaire*, 43, octobre 1974.

(4) F. Deloffre et J. Rougeot, *L'Université, enjeu politique...*, op. cit., p. 42.

(5) *L'Action universitaire*, 28, mai 1973.

(6) *L'Action universitaire*, 32, novembre 1973.

(7) *L'Action universitaire*, 36, janvier 1974, p. 2.

(8) *Ibid.*

(9) *L'Action universitaire*, 44, novembre-décembre 1974, p. 2.

d'orientation des universités comme une trahison : en permettant à l'ensemble des étudiants et enseignants universitaires – dont les organisations sont le plus souvent marquées à gauche – d'élire les membres des différents conseils universitaires, la loi Faure accorde une concession intolérable aux révolutionnaires¹. Jacques Rougeot est formel : la participation gaulliste cache en réalité une loi permissive, trop favorable aux actions des opposants à la Cinquième République². Selon l'association universitaire, le danger est d'autant plus grand que les gauchistes ne cachent pas leur volonté de recruter leurs futurs cadres et « agitateurs » sur les lycées et campus³. Aussi les fondateurs de l'UNI perçoivent-ils l'université comme un vivier et un centre de diffusion du marxisme qu'il faut nettoyer⁴. C'est pourquoi la « loi anticasseurs » proposée par Raymond Marcellin en avril 1970 et adoptée en juin est vivement soutenue par l'UNI qui y voit un moyen de lutter efficacement contre le « pourrissement actuel de l'université⁵ ». La contre-subversion, c'est-à-dire les actions menées contre la subversion sur le terrain, ne passe pas seulement par l'emploi des forces de l'ordre. Les différentes organisations du gaullisme d'ordre y participent également⁶. S'il ne s'agit pas de sa fonction principale, l'UNI est parfois exposée à la violence militante. Il faut dire que la direction défend une vision quelque peu viriliste (mais légaliste) du militantisme. Dans son *École du courage*, Jacques Rougeot appelle

les militants à résister en menant « le combat sur le front universitaire » par l'exposition de leurs idées et de leur corps, en suivant « une ligne ferme et constante » face à l'adversité⁷. Toutefois, la force ne doit être utilisée qu'en cas de légitime défense sous peine de donner des arguments aux révolutionnaires.

Si les sources manquent à ce sujet, il semblerait que cette ligne de conduite soit suivie. En effet, à l'inverse de ses homologues du SAC, des CDR et de la CFT, l'association semble très rarement à l'origine des incidents⁸, soit que sa culture politique prévienne les incidents, soit que sa faible implantation et ses effectifs trop limités l'en empêchent. Elle est le plus souvent victime des « assauts » communistes et gauchistes lors de distribution de tracts et de collage d'affiches et ce, malgré le soutien que lui apportent les « gros bras » gaullistes⁹. Par exemple, le 6 novembre 1971, un militant UNI est grièvement blessé par des éléments d'extrême gauche à la faculté de droit de Panthéon-Assas. Le 16 décembre suivant, plusieurs militants UNI qui collent des affiches à l'université Paris VI sont à leur tour attaqués par des militants trotskistes de la Ligue communiste (LC)¹⁰. Devant la reprise des affrontements au sein des établissements scolaires et des campus en 1973, en raison du mouvement contre la loi Debré sur les sursis militaires, l'UNI est à nouveau confrontée à de multiples incidents. À l'en croire, les communistes et les gauchistes sont de mèche pour réaliser leurs

(1) N. Mohraz, « L'UNI (Union nationale interuniversitaire)... », art. cité, p. 106-109.

(2) J. Rougeot, *La Contre-offensive*, op. cit., p. 22-24.

(3) *Rouge*, 3, octobre 1968.

(4) F. Deloffre et J. Rougeot, *L'Université, enjeu politique...*, op. cit., p. 36-37.

(5) ANF, 78AJ/38, Tract « Contre le pourrissement actuel de l'université », avril 1970.

(6) Bryan Muller, « Les CDR : un relais militant original du "gaullisme d'ordre" des années 68 (1968-1978) », thèse pour le doctorat en histoire contemporaine, Université de Lorraine, 2021.

(7) J. Rougeot, *L'École du courage...*, op. cit., p. 6-7.

(8) Les incidents que l'UNI aurait perpétrés à l'époque, qu'ils soient supposés ou avérés, sont vraiment rares. Nous pouvons prendre le cas du 15 février 1973 où l'UNEF aurait été attaquée par des militants UNI lors d'une distribution de tracts à Paris (ANF, 20160213/3).

(9) ANF, 19890037/10, Rapport sur « le Service d'action civique » en 1981, p. 19 ; témoignage de Suzanne Guggenheim sur les attaques physiques répétées contre des membres de l'UNI entre 1968 et 1973 par des militants d'extrême gauche (*L'Action universitaire*, automne 2021, p. 28).

(10) ANF, 20160213/1. Trois tracts de l'UNI évoquent ces deux agressions.

ambitions terroristes – au sens premier du terme, d'instauration de la terreur :

Laissera-t-on s'instaurer le désordre et la terreur ? Et par quels moyens veulent-ils instaurer le désordre et la terreur ? : en empêchant toute expression non-marxiste ; en imposant des discussions politiques aux professeurs pendant leurs cours, en permettant l'endoctrinement des lycéens non informés ; en introduisant des éléments extérieurs prêts à tout pour s'imposer et manipuler les lycéens modérés ; Le tout pour « faire des lycées des bases pour la révolution » (Krivine). Enfin les communistes et leurs soutiens gauchistes réalisent ouvertement l'amalgame pour s'emparer du lycée (voir le tract signé « lycéens de Montaigne », Fédération Cornec, Snes). MODÉRÉS, IL FAUT VOUS RÉUNIR, SEULS VOUS NE POUVEZ RIEN, ENSEMBLE NOUS POURRONS NOUS EXPRIMER ET NOUS DÉFENDRE¹.

Sans être chiffrées, ces confrontations physiques entre militants de l'UNI et militants marxistes semblent être fréquentes au début du mandat de Valéry Giscard d'Estaing. Du moins, Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, indique dans un rapport que des affrontements réguliers sur les campus entre militants UNI et LCR (Ligue communiste révolutionnaire, nouvelle organisation formée par les membres de la LC) ont lieu². Cette information du ministère de l'Intérieur peut surprendre, mais les tensions politiques se sont accrues lors de l'élection présidentielle de 1974, puis durant la grande grève générale qui touche l'université au printemps 1976 durant trois mois. L'UNI, très engagée contre

la « subversion marxiste » et craignant une victoire de la gauche unie, s'est davantage mobilisée, ce qui ne peut qu'augmenter l'exposition de ses militants aux risques d'incidents avec leurs adversaires politiques.

Combattre la corruption de la jeunesse passe également par le repérage des « agitateurs infiltrés dans l'armée, en particulier au sein des conscrits appelés sous les drapeaux dans le cadre de leur service militaire. Les mouvements antimilitaristes empreints de pacifisme sont perçus comme une double menace par l'UNI : ils nuisent à la défense nationale en incitant les troupes à ne pas prendre les armes pour défendre le pays, et ils démoralisent les citoyens de demain que sont les conscrits véhiculant des idées mensongères – abandon de l'arme nucléaire pour garantir la paix alors qu'elle sert justement de dissuasion, pacifisme garanti dans un régime socialiste idéalisé alors que les répressions par l'armée y sont connues. La formation de comités de soldats (notamment par des militants trotskistes) inquiète l'association qui y voit une atteinte au « dernier recours de la légalité » en cas de coup d'État marxiste³. « L'appel des 100 » est très certainement le paroxysme de la démonstration d'une « subversion marxiste » au sein de l'armée. En avril 1974, le comité de soldats de Draguignan revendique le droit à la liberté d'expression, la fin de la censure, le droit de résilier son engagement, le droit de choisir soi-même sa date d'incorporation ou encore la fin des brimades par les officiers et sous-officiers⁴. En cinq mois, « l'appel des 100 » obtient 5 000 signatures. Le ministère de la Défense prend peur et décide de sévir : il poursuit les meneurs présumés en justice pour mutinerie et incitation à la rébellion, et fait muter les suiveurs⁵.

(1) La casse des caractères est respectée. ANF, AG/5(F)/976, Tract « UNI LYCÉE. Le samedi 27 à 12h10 », sans date (probablement 1973 vu les informations contenues dans le tract et sa position au sein d'un ensemble de tracts datés de 1973).

(2) ANF, AP/340(III)/204, Rapport « Les organisations de guerre civile », non daté (visiblement écrit entre 1974 et 1976, ce rapport se trouvant dans un dossier dont l'ensemble des rapports furent rédigés durant cette période).

(3) *L'Action universitaire*, 40, mai 1974.

(4) Service historique de la Défense (SHD), GR 1 R 1541, Tract de « l'appel des 100 », avril 1974.

(5) *Le Monde*, 10 et 13 juillet 1974.

Mécontents, deux cents appelés manifestent le 10 septembre à Draguignan pour exiger la fin des sanctions et la mise en place de réformes au sein de l'armée¹. Ce geste est immédiatement réprimandé par les autorités, qui y voient une nouvelle forme de rébellion². Tout ceci est source d'inquiétude pour l'UNI, qui y voit la préparation d'un possible scénario portugais³ : la « révolution des Œillets » d'avril 1974 s'est soldée par la chute de son initiateur, le général de Spínola, à la suite des efforts d'une coalition d'organisations de gauche et d'extrême gauche, donnant naissance à une forte période d'instabilité politique. L'association éprouve donc une franche hostilité à l'égard des comités de soldats et des signataires de « l'appel des 100 ».

Au-delà de l'anti-subversion : l'UNI et la fabrication de l'ennemi intérieur

En mobilisant un discours aussi complexe que discriminant à l'endroit des révolutionnaires, l'UNI désigne un ennemi intérieur qu'il faut combattre activement. L'ancien normilien agrégé d'histoire Pierre Conesa explique dans sa *Fabrication de l'ennemi* que pour parvenir à « démoniser » un groupe d'individus, il est nécessaire de procéder par étapes : « une idéologie stratégique donnée, un discours, des faiseurs d'opinion que nous appellerons des “marqueurs” et enfin des mécanismes de montée à la violence⁴ ». Ces « marqueurs » d'ennemis doivent être compris comme des acteurs publics et privés chargés de convaincre la population de la réalité de la menace que fait peser cet Autre sur la société. Il peut s'agir d'institutions politiques et administratives (forces de l'ordre, armée, services de renseignement, ministères de l'Éducation nationale

et de l'Information), d'organisations politiques et de groupes de pression, mais aussi d'individus engagés pouvant influencer l'opinion publique (journalistes, universitaires, enseignants, etc.)⁵. L'UNI est, par excellence, un « marqueur » d'ennemis. Organisation comptant environ 2 500 adhérents (dont 600 actifs) en 1981, elle est surtout composée d'universitaires et d'étudiants antimarxistes – visible-ment, il y a peu d'enseignants du secondaire et d'élèves – issus de tous les champs disciplinaires, avec une prédominance du droit, de la science politique, de la médecine et des lettres⁶. Elle développe une rhétorique anxio-gène très riche, visant à diaboliser les « socialo-communistes » et les gauchistes afin de justifier une opposition politique franche. Cela n'a rien de surprenant puisqu'elle se définit elle-même comme une sorte de laboratoire d'idées de terrain : « notre travail ne peut se limiter à des groupes étroits de réflexion, il faut continuer notre intervention constante dans tous les établissements d'enseignement. La présence physique sur le terrain est une condition nécessaire au développement de nos idées⁷ ». C'est pourquoi, en s'appuyant toujours sur les critères établis par Pierre Conesa, l'UNI prend indéniablement part à la montée de la violence en élaborant un discours alarmiste, bien qu'elle ne soit que rarement impliquée dans des incidents. L'association universitaire

(5) *Ibid.*, p. 72.

(6) Il n'existe aucun document permettant d'établir un profil sociologique précis des membres de l'UNI. L'association ne possède pas de fichiers de ce type et les archives publiques se montrent tout aussi avares à ce sujet. Les seules listes trouvées sont celles des candidats qui se présentaient sous l'étiquette de l'UNI aux élections universitaires, ce qui ne peut qu'entraîner un biais de sources conséquent puisqu'elles sont en grande majorité composées d'enseignants-chercheurs masculins. Quant au nombre d'adhérents, il nous est connu par un rapport des Renseignements généraux établi dans le cadre de l'enquête judiciaire sur le SAC (ANF, 19890037/10, Rapport sur « le Service d'action civique » en 1981, p. 19).

(7) *L'Action universitaire*, supplément au n° 77, mars-avril 1978.

(1) *Le Monde*, 12 septembre 1974.

(2) *Le Monde*, 24 décembre 1974.

(3) *L'Action universitaire*, 48, avril 1975.

(4) Pierre Conesa, *La Fabrication de l'ennemi, ou Comment tuer avec sa conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 18.

collabore avec les autres organisations issues du gaullisme d'ordre ainsi que des membres du gouvernement, en particulier avec la secrétaire d'État puis ministre de l'Enseignement supérieur Alice Saunier-Seïté de 1976 à 1981, et des journalistes, tels que Michel Anfron et Betty Durot, pour noircir l'image des mouvements de gauche et d'extrême gauche. En agissant, parfois en rivalité, mais le plus souvent de concert, par une spécialisation dans des secteurs socioprofessionnels et des champs d'action spécifiques, ces « marqueurs » d'ennemis parviennent à raviver un temps la peur du communisme¹. Enfin, l'UNI vilipende constamment ses adversaires. Elle ne manque pas d'user d'une rhétorique dégradante pour les rendre détestables. Les marxistes – mais plus particulièrement les gauchistes – sont souvent présentés comme des délinquants professionnels capables de devenir d'authentiques criminels, des personnes qui vivent principalement du vol et du racket, qui n'hésitent pas à agresser des innocents, à dégrader les campus et à perturber des cours², ou pire, à réaliser « de véritables actions de guerre civile » en planifiant des attaques organisées contre les militants de droite et les forces de l'ordre³. Dans certains cas, il arrive que l'UNI aille encore plus loin dans la calomnie. Par exemple, les militants d'extrême gauche aixois sont grimés sous les traits d'hommes « hirsutes » qui fument du cannabis, brûlent de l'encens, vénèrent Fidel Castro comme un dieu, portent des uniformes alors qu'ils condamnent les forces de l'ordre et l'armée, se promènent avec des chiens tels

des sans-abri et transforment leur université en « soukhs » (*sic*)⁴. Il est possible de voir derrière cette critique orientalisante des moeurs des marxistes une condamnation indirecte de l'Union soviétique et de la Chine maoïste que les organisations marxistes serviraient en France. C'est bien pour cela que la moindre action pédagogique menée par des personnes perçues comme marxistes est immédiatement dénoncée comme un élément de la subversion et de la révolution culturelle chinoise. Suzanne Marton, alors secrétaire générale de l'UNI, l'assure en novembre 1973 lorsqu'elle sort du colloque national sur l'Éducation qui s'est tenu à la Sorbonne : derrière le projet d'une refonte du système pédagogique se cache « un rouage de la révolution culturelle » aux « conséquences favorables à la subversion »⁵.

Toutefois, *La Fabrication de l'ennemi* ne suffit pas à saisir toute la complexité des activités de l'UNI dans la co-construction du danger (inter)national marxiste. Pierre Conesa sous-estime la dimension politique du processus de diabolisation et nie le poids des représentations héritées du passé. Or, dans l'élaboration de cet Autre détestable, les militants s'appuient sur un imaginaire qui existait déjà. L'anticommunisme en France n'apparaît pas avec les événements de 1968, il ne fait que retrouver une nouvelle dynamique. Comme l'expliquent Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, la construction d'un imaginaire autour du « péril rouge » apparaît en France dès 1917⁶. Elle connaît des soubresauts et des évolutions en fonction du contexte politique international, mais il existe des permanences tout au long du 20^e siècle : le communiste – ou marxiste pour les années 1968, terme permettant aux gaullistes de mieux

(1) Laurent Jalabert, « L'anticommunisme de la droite gouvernementale dans la vie politique française de 1968 à 1984 », *Les Cahiers de Framespa* (en ligne), 36, 2021, mis en ligne le 30 mars 2021, consulté le 22 février 2022, <http://journals.openedition.org/framespa/10746>

(2) ANF, 20160213/3, Communiqué de l'UNI le 16 novembre 1973.

(3) ANF, 20160213/4, *UNI Information*, « Quand Libération passe aux aveux », janvier 1974.

(4) *L'Action universitaire*, 15, mars 1972, p. 4.

(5) ANF, 20160213/3, Communiqué de l'UNI le 22 novembre 1973.

(6) J.-J. Becker et S. Berstein, « L'anticommunisme en France », art. cité.

amalgamer les différents courants – est présenté comme un individu à la fois violent et rusé, capable des pires barbaries (agressions, assassinats, violations des droits de l'Homme, goulags) mais aussi de la plus grande discrétion pour atteindre son objectif (infiltration des institutions, coups d'État). De son côté, Pascal Girard souligne l'importance d'un discours qui se drape d'un nationalisme frôlant la xénophobie, le communiste/marxiste étant soit un étranger sévissant dans un autre État, soit un citoyen qui trahit son pays pour servir une puissance communiste étrangère – ce qu'il résume sous le vocable « l'étranger subversif¹ ». Les membres de l'UNI s'ancrent également dans les représentations graphiques établies au début des années 1950 par le mouvement anticomuniste Paix et Liberté, où la violence des images est atténuée par l'humour pour rendre le message plus percutant². Il n'est pas non plus impossible que Georges Albertini ait pu influencer l'association universitaire puisqu'il fut un conseiller du président Georges Pompidou et un proche de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud³. Si aucun élément direct ne permet de le prouver, le journaliste et militant CGT Jean Lévy assure qu'Albertini s'est appuyé sur ses réseaux lors de l'élection présidentielle de 1974 pour diffuser des journaux et des brochures promettant une dictature soviétique en cas de victoire de François Mitterrand, en s'adressant principalement à des cadres d'entreprises et à des

enseignants, le public cible de l'UNI⁴. Enfin, il existe une interaction forte entre les différentes organisations du gaullisme d'ordre – les CDR ayant grandement influencé la famille gaulliste dans la modernisation de sa communication⁵ – et entre les gaullistes d'ordre et les gauchistes vis-à-vis de la communication politique. Les affiches, tracts, bulletins et slogans développés lors des événements de 1968⁶ sont immédiatement repris par les CDR et les cadets gaullistes qui se les réapproprient pour mieux les retourner contre leurs adversaires. La famille gaulliste dans son ensemble est alors rapidement influencée par ces précurseurs, et l'UNI ne déroge pas à la règle. En tenant compte de l'ensemble de ces éléments, il apparaît clairement que l'association universitaire est héritière de ces multiples innovations.

Une association universitaire en décalage avec son temps

Par son discours qui se durcit dans une société française en voie de pacification avec la « décrispation giscardienne », l'UNI semble déphasée⁷. L'usure d'une rhétorique abondamment usitée depuis 1968 et le recul de la violence politique opéré dès 1972-1973 entraîne le discrédit progressif du « péril rouge » auprès de l'opinion publique. Comment l'électorat peut-il adhérer à l'idée d'une « subversion marxiste » à l'œuvre, alors qu'il constate sous le mandat giscardien l'effondrement progressif des organisations d'extrême gauche, la montée en puissance du pacifique PS et le renoncement

(1) Pascal Girard, « La perception de la menace communiste, en France et en Italie au début de la Guerre froide », in Philippe Buton, Olivier Büttner et Michel Hastings (dir.), *La Guerre froide vue d'en bas*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 46-48.

(2) C. Delporte, « Paix et Liberté... », art. cité ; Bernard Ludwig, « La paix et l'Europe dans la propagande anticomuniste du réseau Paix et Liberté », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 108 (4), 2012, p. 39-45.

(3) Pierre Rigoulot, *Georges Albertini. Socialiste, collaborateur, gaulliste*, Paris, Perrin, 2012.

(4) Jean Lévy, *Le Dossier Georges Albertini : une intelligence avec l'ennemi*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 200-203.

(5) Bryan Muller, « Les CDR : un relais militant original... », thèse citée, p. 283-304.

(6) Christian Delporte, Denis Maréchal, Caroline Moine et Isabelle Veyrat-Masson (dir.), *Images et sons de Mai 68 (1968-2008)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.

(7) Serge Berstein, « Consensus politique et violences civiles dans la France du 20^e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 69 (1), 2001, p. 58.

à des valeurs clés du communisme orthodoxe du PCF (critiques timides du stalinisme et plus largement du soviétisme, abandon de la dictature du prolétariat)¹ ? Le discours maintenu par l'UNI d'un danger toujours présent à l'intérieur du pays perd en cohérence, d'autant qu'il ne se renouvelle pratiquement pas. La rhétorique et les arguments restent inchangés, seuls les exemples (inter)nationaux exploités s'adaptent à la conjoncture² : instauration de démocraties populaires au Bénin, au Mozambique et en Angola en 1975, Khmers rouges au Cambodge entre 1975 et 1979, mouvements contre la réforme du deuxième cycle en 1976, mouvement des étudiants de médecine contre l'instauration du *numerus clausus*, révolution sandiniste au Nicaragua et invasion de l'Afghanistan en 1979, mouvements contre la carte universitaire et la baisse du budget dans les Universités en 1980³, etc. Aussi, présenter en 1976 Léonid Brejnev comme le « nouveau Hitler⁴ » qui s'apprête à envahir le monde, et en particulier l'Europe de l'Ouest, s'avère peu percutant en ces prémices de « guerre fraîche ». De même, l'UNI tombe dans l'exagération lorsqu'elle assure auprès des étudiants et enseignants que l'Université est menacée de sombrer dans l'anarchie si les marxistes venaient à l'emporter, et dans la gabegie si les « mandarins », candidats modérés, sortaient vainqueurs des élections au CNESER de 1979⁵. Les incidents sur les campus ont nettement reculé depuis la grève du printemps 1976, tout

comme l'extrême gauche et le PCF ont perdu en influence. Pourtant, le contexte international est apparemment favorable à l'association universitaire. Une partie de l'opinion publique s'inquiète dès 1978 de la dégradation de la situation internationale⁶. La fin du mandat giscardien est marquée par une « psychose de guerre » du fait d'une crainte profonde qu'un conflit nucléaire puisse avoir lieu en Europe⁷. Le problème dans la communication de l'UNI est qu'elle ne cible pas les bons sujets : elle dénonce un ennemi intérieur qui n'inquiète plus l'opinion publique, et souligne la progression de la sphère d'influence soviétique en Afrique, une partie du monde alors très mal connue. L'historienne Sabine Jansen montre que les troubles politiques et militaires au Moyen-Orient représentent la véritable source d'anxiété en France. Or l'UNI traite très peu de ces événements, à l'exception de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, abordée parmi de nombreux autres sujets, ce qui le rend finalement peu audible malgré des analyses régulières.

À l'instar des autres organisations du gaullisme d'ordre, les années Giscard d'Estaing voient donc une droitisation du discours de l'UNI. Certaines antennes sont si marquées par leur anticommunisme qu'elles n'hésitent pas à s'éloigner du SAC et de l'UDR, qu'elles jugent trop antigiscardiens et insuffisamment antimarxistes, pour se rapprocher de l'extrême droite. C'est le cas du Mouvement du 9 mai qui voit le jour le 14 octobre 1975 à Lyon⁸.

(1) Sophie Cœuré, « Communisme et anticommunisme », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2005, p. 500-502.

(2) Une partie des événements nationaux qui suivent s'appuie sur l'article de Patrick Fridenson, « La politique universitaire depuis 1968 », *Le Mouvement social*, 233 (4), 2010, p. 47-67.

(3) *Le Monde*, 13 décembre 1980.

(4) *L'Action universitaire*, numéro spécial « Journée des nations asservies par le communisme, 2^e trimestre 1976 », p. 2.

(5) *L'Action universitaire*, 83, janvier-février 1983.

(6) *L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en France 1978*, Éditions du Grand Siècle, 1979, p. 5-12 ; *L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en 1979*, Le Moniteur, 1980, p. xiv ; *L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en 1980*, Le Moniteur, 1981, p. 9-18 ; *L'Année politique, économique, sociale et diplomatique en 1981*, Le Moniteur, 1982, p. 9-17.

(7) Sabine Jansen, « La politique étrangère et l'élection présidentielle de 1981 », *Revue historique*, 662 (2), 2012, p. 449.

(8) ANF, 20150100/88, Renseignements généraux Rhône-Alpes et Zone Sud-Est au préfet, directeur central des

Fondé par les professeurs des universités André Decocq et Jacques Goudet, il ne compte qu'une dizaine de membres de l'UNI et du PFN (Parti des forces nouvelles), qui collaborent volontiers pour empêcher autant que possible les mouvements de grève de prendre à Lyon III. Bien que rares, ces initiatives démontrent un durcissement de l'UNI dans un contexte politique qui lui est pourtant favorable : les libéraux lui sont sympathiques, le PCF est en recul électoral, les gauchismes s'effondrent. La droitisation des gaullistes d'ordre à partir de 1973-1974 peut s'expliquer comme une réaction à la montée en puissance des partis signataires de l'Union de la gauche, y compris après la fin de l'accord, et comme une crise d'identité politique. En effet, les crises socio-économiques de 1973 et 1979 ainsi que la chiraquisation rapide de la famille gaulliste durant la seconde moitié des années 1970 entraînent un brouillage de la culture politique gaulliste¹. Perdant leurs repères et souffrant de profondes difficultés financières, les organisations issues du gaullisme d'ordre s'affaiblissent beaucoup. Leurs effectifs s'effondrent et, pour réduire les pertes, elles essaient de capter l'attention de leurs adhérents par le maintien d'un discours d'alerte anxigène qui ne connaît presque aucune évolution depuis 1968². Le décalage entre la société qui se « décrispe », malgré une situation internationale inquiétante, et l'association universitaire, qui reste sous haute tension, provoque la marginalisation d'un groupe

ment déjà mal implanté en dehors de quelques bastions. Les jeunes étudiants qui décident alors de rejoindre l'UNI le font par attachement au gaullisme. C'est du moins ce qu'affirment Jean-Luc André et Alain Denizet. Le premier est un joueur de rugby amateur issu d'une famille de militants gaullistes. Il décide de rejoindre au début des années 1980-1981 l'antenne strasbourgeoise de l'UNI parce qu'il estime qu'elle est la seule association gaulliste sur place³. Le second vient d'une modeste famille pro-gaulliste de Bourges. Après avoir passé une première année à essayer de monter en vain une section à Orléans, il rejoint l'Université de Tours à la rentrée universitaire 1980 où il parvient à créer et diriger une section⁴. Malgré leur bonne volonté, ils ne connaissent pas de succès immédiats dans leurs activités, leur organisation n'étant pas la plus en phase avec les attentes des étudiants et enseignants d'alors.

Convaincue de la réalité d'une « menace rouge », l'UNI se lance dans une lutte acharnée contre la « subversion marxiste » à l'œuvre en France, plus particulièrement dans l'enseignement secondaire et supérieur. Bien qu'elle se veuille a-partisane, elle bénéficie de la sympathie des gaullistes et des giscardiens. Elle obtient même le soutien de plusieurs organisations issues du gaullisme d'ordre et, plus rarement, de certaines organisations d'extrême droite. L'UNI développe un discours axé exclusivement sur les problèmes perçus dans l'enseignement secondaire et supérieur sans proposer de contre-projet. Elle semble figée sur un passé-récent idéalisé où chacun respectait l'ordre hiérarchique, mais aussi l'ordre social, à travers l'obéissance à la fonction sociale et professionnelle assignée par la société. La victoire

Renseignements généraux n° APP/3009/35/MCA le 6 septembre 1977.

(1) Serge Berstein, « De la démocratie plébiscitaire au gaullisme : naissance d'une nouvelle culture politique républicaine ? », in Serge Berstein (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003 [1999], p. 181-187.

(2) Cet effondrement des effectifs est bien documenté pour le SAC par François Audigier et pour les CDR par Bryan Muller. La thèse de Didier Favre souligne la lente érosion de la CFT, notamment à partir de la fin des années 1970 et son changement de nom. Il n'existe pas d'étude sur le cas de l'UNI, mais elle semble suivre (au moins légèrement) le délitement des trois autres groupements.

(3) Témoignage de Jean-Luc André le 19 novembre 2018.

(4) Témoignage d'Alain Denizet le 13 décembre 2021.

des socialistes et de leurs alliés communistes et radicaux de gauche aux élections présidentielle et législatives de 1981 s'avère être un nouveau traumatisme pour l'UNI. Désormais dans l'opposition, l'association universitaire se lance dans une nouvelle croisade aux côtés du RPR et de l'UDF. D'une lutte contre la « subversion marxiste », le discours mue pour s'adapter aux politiques menées par les « socialo-communistes » au pouvoir. Toutefois, le fond idéologique reste le même : s'opposer au dépérissement de l'enseignement scolaire et universitaire que provoqueraient inlassablement les « collectivistes ». L'association universitaire dénonce régulièrement le pourrissement de la société par le marxisme et assure que ce n'est « qu'en mettant fin à l'expérience socialo-communiste que le pays pourra espérer retrouver à la fois les chemins du rétablissement et de la guérison¹ ». L'UNI refuse toujours de mener des actions violentes tout en maintenant une rhétorique anxieuse qui entraîne parfois ses adhérents dans des affrontements avec des militants de gauche et d'extrême gauche, à l'instar de Jean-Luc

André, qui, selon ses dires, aurait été passé tabac par un « gros bras » de l'UNEF-ID sous les ordres et en présence de Jean-Christophe Cambadélis au début des années 1980². Cette opposition franche et déterminée finit par porter ses fruits puisque, en 1984, l'UNI parvient à se faire entendre, parmi de nombreuses autres organisations de droite, dans les vastes mouvements d'opposition à la loi Savary³.

Bryan Muller
Université Picardie Jules Verne
Département d'Histoire, CS 52501
80025, Amiens, Cedex 1

Certifié d'histoire-géographie, docteur en histoire contemporaine et chercheur associé au CRULH, **Bryan Muller** est ATER à l'Université Picardie Jules Verne. Ses recherches portent principalement sur l'histoire du gaullisme et de la violence militante en France après 1945. Il a publié en 2022 aux Presses universitaires du Midi *La Fabrique du gaullisme. Militantisme en Midi toulousain sous la IV^e République*. (bryan.muller@univ-lorraine.fr)

(1) *L'Action universitaire*, 113, avril 1983.

(2) Témoignage de Jean-Luc André le 19 novembre 2018. Jean-Christophe Cambadélis n'a pas répondu à nos sollicitations.

(3) Jean-Yves Mérimondol, « Comment l'évaluation est arrivée dans les universités françaises », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55 (4 bis), 2008, p. 15.